

ecHo - Manuel ODD 10 « Inégalités réduites »

Annexe 19 - Corpus de documents pour les associations.

Exploitation des Ouïghours : une plainte déposée en France

Les faits Une rescapée ouïghoure et des associations de défense des droits de l'homme portent plainte en France contre quatre grands groupes du secteur de l'habillement pour recel de travail forcé et crimes contre l'humanité. Elles accusent ces marques de profiter du travail forcé imposé par la Chine à cette minorité. La plainte vise le groupe espagnol Inditex, propriétaire de la marque Zara ; le japonais Uniqlo ; le français SMCP, qui possède les marques Sandro, Maje, Claudie Pierlot et De Fursac. Elle vise aussi le fabricant américain de chaussures de sport Skechers.



Biodiversité : un déclin irrémédiable ?



La biodiversité est essentielle à l'existence humaine (fertilité des sols, pollinisation des végétaux...)

Elle repose sur trois niveaux interdépendants



Près de **2 millions**
d'espèces découvertes, c'est-à-dire décrites scientifiquement

Un taux d'extinction qui s'accélère en 2019 : selon un rapport, **un million** d'espèces animales et végétales pourraient disparaître dans les prochaines décennies



Les causes



Dégradation des terres et artificialisation des sols



Pratiques agricoles intensives et déforestation



Changement climatique



Pollution



Espèces exotiques envahissantes

vie-publique.fr | Paris 2021

A qui profite la crise ?

Total multiplie son bénéfice par 23 en pleine crise des hydrocarbures

Le géant français du pétrole et du gaz surfe sur la remontée des cours avec la reprise économique post-pandémie, tandis que de nombreux pays sont confrontés à des problèmes de pouvoir d'achat.

Photo d'illustration. (Nathan Laine/Bloomberg via Getty Images) par AFP et LIBERATION publié le 28 octobre 2021 à 10h34



Le malheur des uns fait le bonheur des autres. En pleine crise de l'énergie, TotalEnergies a annoncé ce jeudi un bénéfice net multiplié par 23 sur un an, à 4,6 milliards de dollars au troisième trimestre. Et ce, grâce à la remontée des cours des hydrocarbures, en particulier de la flambée du gaz. «La reprise économique mondiale, notamment en Asie, a entraîné une forte hausse des prix de toutes les énergies au troisième trimestre», souligne dans un communiqué Patrick Pouyanné, le PDG du géant français.

Ce bénéfice se compare aux 202 millions de dollars du troisième trimestre 2020, un niveau alors bas en raison de la déprime des cours en pleine pandémie. Mais, en comparant au troisième trimestre de 2019, avant la crise du Covid-19, ce résultat apparaît tout de même en forte progression de 66%

REF : https://www.liberation.fr/economie/totalenergies-multiplie-son-benefice-par-23-en-pleine-crise-des-hydrocarbures-20211028_OBDM6YCE75FHPHTMUHTHAEHUKI/

Cartooning for Peace



REF : <https://www.cartooningforpeace.org/cartoonotheque/environnement/>

2009/2

Les ONG de défense de l'environnement, Doan Lebel, Domitille Desforges, Dans *Regards croisés sur l'économie 2009/2* (n° 6), pages 59 à 61

Les ONG activement engagées dans la défense de l'environnement sont aussi nombreuses que diverses. Aux côtés des organisations internationales très connues du public – comme WWF ou Greenpeace – et nationales - comme la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme – agissent une multitude d'associations locales ou régionales dont les actions sont plus spécialisées et les publics plus restreints. En quelques décennies, les ONG sont devenues des acteurs incontournables de la réflexion sur l'environnement. Les pouvoirs publics ne sauraient désormais les écarter du processus de décision, tant l'expertise qu'elles apportent est riche et l'image qu'elles véhiculent positive.

Des objectifs communs aux cibles spécifiques :

Trois grands objectifs sont communs à toutes les ONG de défense de l'environnement : le lobbying auprès des institutions et des gouvernements, la sensibilisation du public et des entreprises, et le développement de projets concrets en faveur de l'environnement.

Extinction Rebellion, le mouvement écolo de la désobéissance civile

Né au Royaume-Uni en 2018, Extinction Rebellion (XR) est un mouvement qui défend la planète via des actions coup de poing. Leur mode d'action est la désobéissance civile. XR s'est développé dans de nombreux pays, dont la France, et se mobilise, la semaine du 7 octobre, par toute une série de blocages dans plusieurs grandes villes du monde, comme Londres, New York et Paris. Ils ont réussi à faire déclarer l'état d'urgence écologique au Royaume-Uni, après une série de blocage dans la capitale anglaise. Depuis, d'autres organisations et mouvements écologistes les ont rejoints lors de leurs actions, comme Youth For Climate ou Action Climat.



REF : https://www.lexpress.fr/actualite/societe/environnement/extinction-rebellion-le-mouvement-ecolo-de-la-desobeissance-civile_2102409.html

« État d'urgence climatique » : plus de 100 arrestations à Londres après des blocages

Le mouvement Extinction Rebellion a entamé lundi une semaine de protestations pour forcer les États à agir contre le réchauffement climatique.

Rébellion puis arrestation. 113 personnes ont été interpellées à Londres lors de la première journée de blocages organisés par le mouvement Extinction Rebellion, qui réclame un "[état d'urgence écologique](#)", a annoncé la police britannique ce mardi. Né au Royaume-Uni, ce mouvement devenu international a entamé lundi une semaine de protestations.



Les manifestants "se sont attachés à des véhicules, entre eux" sur le pont de Waterloo, à Londres.

[afp.com/Daniel LEAL-OLIVAS](https://www.afp.com/Daniel-LEAL-OLIVAS)

Par **LEXPRESS.fr** avec **AFP**

Publié le 16/04/2019 à 13:05

ON A GAGNÉ ! Plus de deux ans après la mobilisation incroyable qui a porté l'Affaire du Siècle, nous avons remporté une victoire HISTORIQUE pour le climat !

Pour la première fois, la justice vient de reconnaître que l'inaction climatique de l'État est illégale, que c'est une faute, qui engage sa responsabilité. C'est une avancée majeure du droit français !

Ce jugement est une victoire de la vérité : jusqu'ici, l'État niait l'insuffisance de ses politiques climatiques, en dépit de l'accumulation de preuves. Nous espérons maintenant que la justice ne se limitera pas à reconnaître la faute de l'État, mais le contraindra aussi à prendre enfin des mesures concrètes permettant a minima de respecter ses engagements climatiques ! Cette victoire, c'est grâce à vous, grâce aux 2,3 millions de personnes qui soutiennent l'Affaire du Siècle depuis 2018.



Dans son jugement sur l'Affaire du Siècle, le tribunal administratif de Paris reconnaît la responsabilité de l'État français dans la crise climatique et juge illégal le non-respect de ses engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'État est également reconnu responsable de "préjudice écologique". Nous espérons un jugement plus historique encore au printemps : l'Etat pourrait être condamné à prendre des mesures supplémentaires sur le climat.

Si la décision d'aujourd'hui est historique c'est pour de multiples raisons : Le juge reconnaît, au sein de la décision, l'urgence à agir et les dangers liés au changement climatique, en citant les rapports du GIEC et en mentionnant la vulnérabilité de la population française, ce que nous documentons dans notre rapport "Un climat d'inégalités".

Face à l'urgence d'agir, le juge affirme ensuite que l'Etat peut être tenu pour responsable de carence dans la lutte contre le changement climatique, car il s'est lui-même engagé, par des accords internationaux, dont l'Accord de Paris, à lutter pour réduire les effets du dérèglement climatique. A cette fin, l'Etat s'est engagé à réduire les émissions de GES de la France, pour cela il a institué des budgets carbone. Or, l'État ne respecte pas ces budgets, et le juge conclut que le non-respect du budget carbone 2015-2018 ayant abouti à une révision de cet objectif est en lien avec l'aggravation du changement climatique.

Le juge affirme donc que l'Etat, au regard de l'inaction ayant entraîné le dépassement des objectifs, doit être considéré comme responsable d'un préjudice écologique. L'action en réparation du préjudice écologique devant le juge administratif est donc ouverte par le tribunal administratif de Paris pour la première fois.

L'action est ouverte de manière large à toutes associations ayant dans ses statuts la protection de l'environnement. L'Etat, responsable de préjudice écologique devra d'abord réparer celui-ci en nature, la somme d'un euro étant en inadéquation avec la réalité du préjudice. Si le préjudice dure toujours, le juge pourra enjoindre à l'État de respecter ses engagements et de faire cesser le préjudice.

ecHo - Manuel ODD 10 « Inégalités réduites »

Annexe 19 - Corpus de documents pour les citoyens.

**Vue aérienne d'une section de la forêt amazonienne défrichée et transformée en terre agricole près de la ville d'Alta Floresta, dans le Para, Etat du nord du Brésil, le 19 juin 2013.
REUTERS/Nacho Doce**



Perception des enjeux par les citoyens

Alors que la question de l'environnement occupe une place inédite dans la société française contemporaine, la relation que les citoyens entretiennent avec cet enjeu reste encore paradoxale. Inquiets face aux effets du changement climatique, les Français peinent à faire évoluer suffisamment leurs modes de vie pour réduire l'impact de ceux-ci sur l'environnement. Alors que les experts les alertent sur l'urgence écologique, de nombreux freins continuent de ralentir le changement des pratiques individuelles. A partir d'un ensemble d'indicateurs quantitatifs, quels progrès et quelles difficultés caractérisent la prise en considération de l'environnement par la société française ?

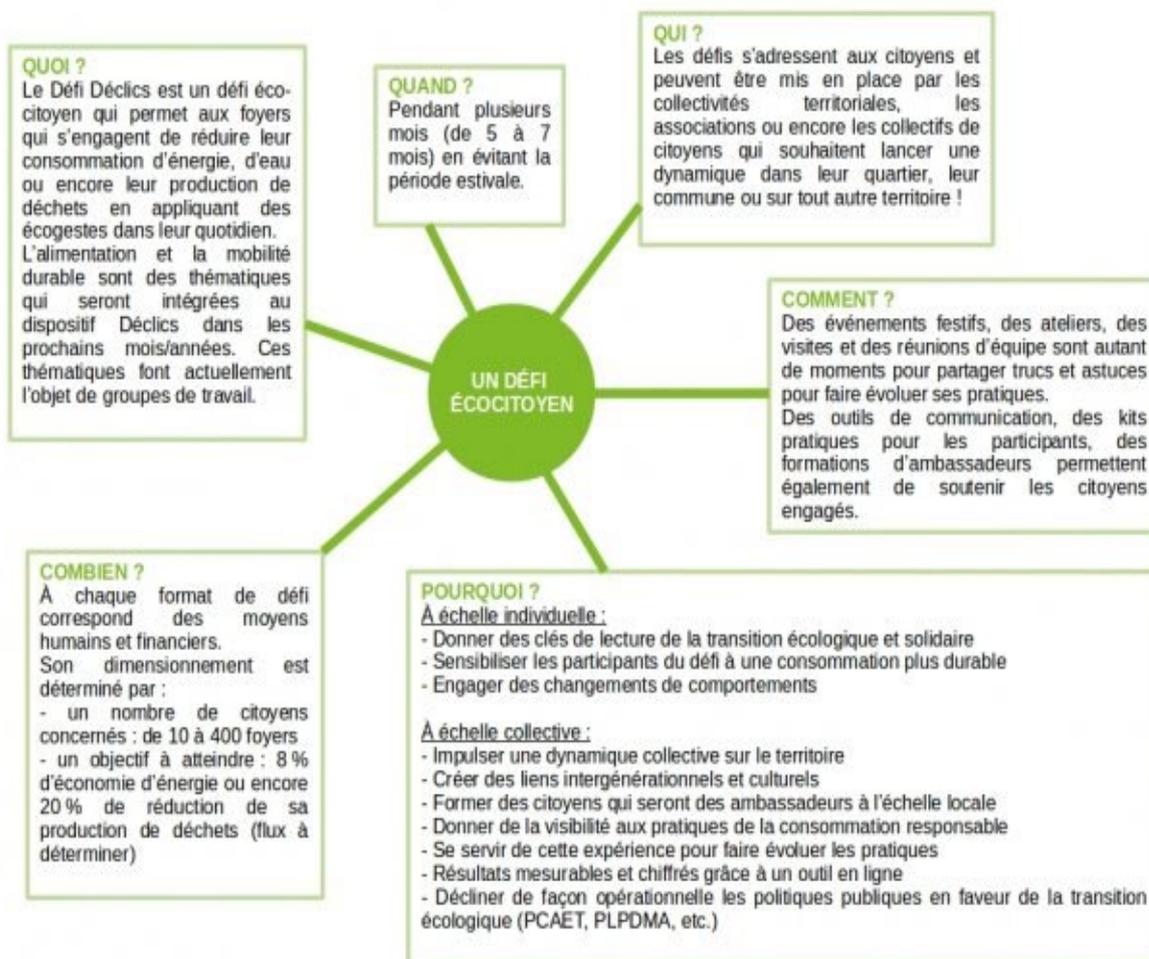
Au gré des événements et de la médiatisation de certaines controverses, le rapport de la société française à l'environnement a beaucoup évolué au cours des trente dernières années. Encore abstraite il y a quelques années, la question du changement climatique est devenue un sujet de préoccupation majeur pour les citoyens. Parallèlement à cet enjeu global, des inquiétudes plus locales s'expriment également en lien avec la pollution de l'air ou les risques naturels. Cependant, les indicateurs quantitatifs de suivi ne montrent pas d'évolution suffisante de la sensibilité

environnementale des Français au cours des dix dernières années.

Jugeant majoritairement qu'il appartient en priorité aux pouvoirs publics d'agir pour protéger l'environnement, les citoyens restent assez peu enclins à agir à leur échelle. De plus, un certain nombre de Français estiment qu'ils ne disposent pas des informations nécessaires ou qu'ils ne sont pas en capacité d'adopter des modes de vie plus respectueux de l'environnement.

En progression continue depuis dix ans, la consommation de produits bio est le signal le plus encourageant en matière de pratiques environnementales. A l'inverse, d'autres habitudes peinent à changer du fait de la persistance d'importants freins au changement. C'est notamment le cas en matière de mobilité quotidienne : toujours attachés à leur voiture, les Français jugent que réduire l'utilisation de leur véhicule personnel est la pratique environnementale la plus difficile à mettre en œuvre. De même, seul un tiers d'entre eux pense qu'il sera plus facile de se passer de sa voiture à l'avenir.

Des initiatives citoyennes pour l'environnement sont entrain de se créer



REF : <https://notre-environnement.gouv.fr/themes/societe/article/perception-des-enjeux-par-les-citoyens>

CHINE - Une épaisse chape de pollution recouvre lundi 21 octobre une métropole du nord-est de la Chine célèbre pour son festival de glace, y abaissant la visibilité à 10 mètres selon des médias - un nouveau phénomène qui reflète l'ampleur des défis environnementaux du pays.

Les niveaux de pollution de l'air des principales villes chinoises ont atteint des records ces dernières années, en raison essentiellement des émissions des centrales à charbon. Un épais brouillard extrêmement chargé en particules nocives avait enveloppé Pékin, ainsi que le nord et l'est de la Chine, en janvier dernier, suscitant la colère des citoyens et provoquant un afflux dans les hôpitaux de patients en détresse respiratoire ainsi qu'une ruée sur les masques filtrants.



Le gouvernement avait annoncé en juin qu'il rendrait désormais les cadres locaux responsables de l'amélioration de la qualité de l'air dans leurs villes. La pollution de l'air a contribué au décès prématuré de 1,2 million de personnes en Chine sur la seule année 2010, avait estimé l'organisation Health Effects Institute, dans une étude parue en mars dernier.

REF : https://www.huffingtonpost.fr/actualites/article/photos-pollution-en-chine-une-metropole-paralysee-sous-un-epais-nuage-de-particules_26160.html

Classement des salaires moyens du monde

Nous vivons dans un monde où les inégalités ne cessent de se creuser. C'est ainsi, qu'un Burundais doit travailler durant près de 38 ans afin de toucher le salaire mensuel moyen d'un Suisse...

Attention, petite précision sémantique : on parle ici de moyennes, nécessairement supérieures aux médianes (qui correspondent au salaire exact qui est dépassé par 50% de la population) car tirées par les hauts revenus. Nous parlons également de salaire pour simplifier le propos et parce que ces notions sont proches, mais il serait plus exact de parler de revenu, c'est à dire l'ensemble de l'argent (salaires, éventuelles dividendes...) touché par une personne. Dans la majorité des cas, les deux se confondent, et les moyennes ne sont que peu affectées à la hausse lorsqu'on passe du salaire au revenu.

La Banque mondiale nous donne également des indications intéressantes par région, même si les données sont parfois partielles. L'organisme estime ainsi que la moyenne mondiale des salaires annuelles est de 8 784\$: la région la moins bien lotie est sans surprise l'Afrique subsaharienne (1212\$), quand l'Amérique du Nord culmine à 5140.

Rang	Pays	salaire moyen
1	Suisse	76 401
2	Norvège	71 100
3	Luxembourg	71 012
4	Irlande	63 003
5	Etats-Unis	59 550
6	Islande	54 460

7 Singapour 54 122

8 Suède 49 793

9 Qatar 48 296

10 Australie 47 992

REF : <https://major-prepa.com/classements/salaires-moyens-du-monde/#:~:text=L'organisme%20estime%20ainsi%20que,du%20Nord%20culmine%20%C3%A0%2051407%24>

Les jeunes pour l'action climatique

Faire mieux entendre la voix des jeunes pour protéger l'avenir de notre planète

Les changements climatiques sont bien là. À mesure que leurs effets s'intensifient, ce sont les enfants et les jeunes d'aujourd'hui qui en subiront les pires conséquences.

Loin d'être des victimes passives, des jeunes du monde entier ont commencé à se mobiliser comme jamais auparavant. Prenons l'exemple de Greta Thunberg. En 2018, cette Suédoise de 15 ans a donné naissance à un mouvement mondial d'enfants et de jeunes d'âge scolaire qui exigent que les gouvernements intensifient leur action contre les changements climatiques. Des millions de jeunes manifestent maintenant pour exprimer leur soutien. Que ce soit dans les domaines de l'éducation, de la technologie, des sciences ou du droit, des jeunes de tous les horizons mobilisent leurs compétences pour prendre position en faveur de l'action climatique.

« Nous sommes la dernière génération qui peut mettre fin aux changements climatiques. Nous pouvons le faire et nous le ferons. »

Khishigjargal, 24 ans, Mongolie.

À l'UNICEF, nous sommes résolus à aider les jeunes à agir pour protéger l'avenir de notre planète, en faisant davantage entendre leur voix sur la crise climatique et en encourageant leur participation à la lutte contre les changements climatiques.

Comme l'affirme la Convention relative aux droits de l'enfant, chaque personne de moins de 18 ans a le droit de participer aux décisions qui la concernent. Il faut notamment à cette fin disposer d'un forum public où exprimer ses opinions et de l'appui nécessaire pour le faire.

Pour aider à réaliser ce droit, l'UNICEF a créé La Voix des jeunes, une plateforme consacrée aux jeunes qui se mobilisent, où l'on trouve des idées originales et des sources d'inspiration sur des questions qui les concernent.

REF : <https://www.unicef.org/fr/environnement-et-changements-climatiques/jeunes-action-climatique>

L'arrêt Lopez Ostra c. Espagne de la Cour européenne des DH.

Cet arrêt reconnaît pour la première fois en Europe, le droit à un environnement sain, ce qui permet aux citoyens de faire valoir le Droit de l'Homme.

L'arrêt Lopez Ostra contre Espagne, où la Cour a estimé qu'« une grave pollution de l'environnement peut porter atteinte au droit à la vie privée et familiale sans pour autant mettre en grave danger la santé » (CEDH 9 décembre 1994, requête n°16798/90, §51). Dans cette affaire, Madame Lopez avait été contrainte de quitter son logement en raison des nuisances causées par une station d'épuration et sur recommandation du pédiatre de son enfant.

REF : <https://notreaffaireatous.org/environnement-et-sante-dans-la-jurisprudence-de-la-cedh/>

ecHo - Manuel ODD 10 « Inégalités réduites »

Annexe 19 - Corpus de documents pour le GIEC

« Il existe des options pour réduire les émissions de GES dans tous les secteurs »

Pour atténuer les effets du dérèglement climatique, tous les secteurs socio-économiques doivent enclencher dès maintenant une profonde transformation : c'est ce qui ressort du troisième et dernier volet du sixième rapport du Giec, (...).
Entretien avec Céline Guivarch, économiste et co-auteure de ce volet.

(...)

Quelles sont les principales conclusions de ce troisième volet ?

(...). Au total, plus de 18 000 publications ont été étudiées par des scientifiques du monde entier pour ce rapport. Le Giec ne préconise pas de solutions mais évalue chacune des options possibles pour relever ce défi, à différents niveaux de gouvernance et dans différents secteurs économiques. Le développement durable en est le fil rouge : toute l'analyse est faite par son prisme et en lien avec des objectifs multiples de réduction de la pauvreté, des inégalités, ou encore d'éradication de la faim. Nous y faisons le bilan des émissions de GES passées et présentes dans les différents secteurs : énergétique, transports, bâtiment, industrie, agricole et alimentaire. Nous avons aussi évalué différentes trajectoires d'atténuation à court et à long terme compatibles avec, notamment, des

objectifs de limitation à 1,5 °C et 2 °C d'augmentation de la température du globe par rapport à l'ère préindustrielle. Enfin, nous avons balayé les options de réduction des émissions par secteurs.

Un grand nombre de ces options ont pu être mises en œuvre dans cette dernière décennie et leurs coûts ont diminué. C'est le cas, par exemple, de l'énergie photovoltaïque. Nous montrons ainsi qu'il y a des options pour réduire les émissions disponibles dans tous les secteurs aujourd'hui à un coût raisonnable.

(...) En fait, sur la dernière décennie, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 1,3 % en moyenne par an. Or, ce qui compte pour le changement climatique, rappelons-le, c'est le cumul de ces émissions, en particulier du CO₂. Un constat crucial est que pour le même objectif défini en 2014, la réduction des GES doit être entreprise plus rapidement encore. Si des efforts d'atténuation existent, ils restent pour l'heure insuffisants. Autrement dit, il sera de plus en plus difficile d'atteindre des niveaux de température bas sur le long terme et nos options pour y parvenir s'amenuisent à mesure de notre inaction. Nous avons également travaillé sur la question des financements en évaluant, d'un côté, les

besoins d'investissements sous-jacents à des trajectoires compatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris (contenir la hausse des températures sous les 2 °C) ; de l'autre, en confrontant ces investissements nécessaires avec les flux

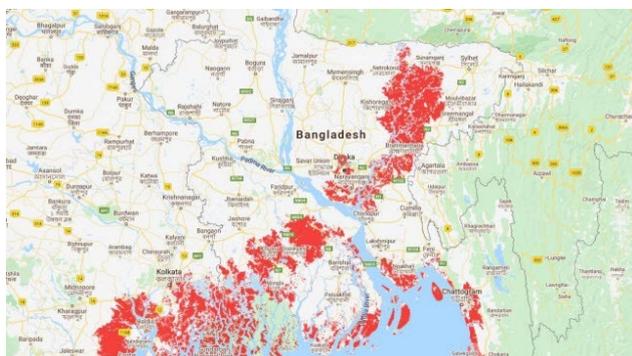
actuels. Le but étant ici de parvenir à une cartographie des solutions pour réorienter l'épargne mondiale disponible vers les chantiers de transformation prioritaires. (...)

Montée des eaux : ces lieux qui pourraient être rayés de la carte

Les Pays-Bas, la Floride, le Bangladesh... Dans un rapport rendu public ce mercredi, le Giec alerte une nouvelle fois sur la montée du niveau de la mer. Celle-ci pourrait menacer de nombreux territoires et pousser ses habitants à des migrations

Ces cités et leurs millions d'habitants installés à l'embouchure d'estuaires ou sur les lignes sinueuses du littoral sont "en première ligne" de la crise climatique qui risque de redessiner les cartes des continents, s'inquiète un projet de rapport des experts climat de l'ONU (Giec).

"Le niveau de la mer continue à monter, les inondations et les vagues-submersion sont de plus en plus fréquentes et intenses, le réchauffement accroît l'acidité de l'océan et intensifie les canicules", constatent les scientifiques dans ce rapport de 4 000 pages sur les impacts du changement climatique. Pour certaines mégapoles, les deltas, les petites îles et les communautés arctiques, les conséquences pourraient se faire sentir très vite, du vivant de la plupart des populations actuelles et certains pourraient, rapidement, être rayés de la carte.



La mousson à Dacca, la capitale du Bangladesh, en juillet 2020. Photo Munir UZ ZAMAN/AFP

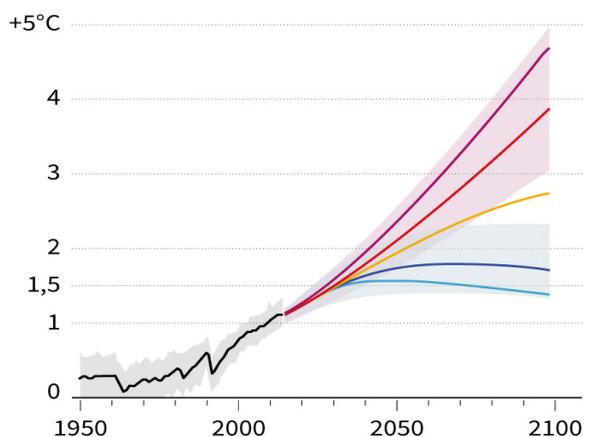


Réchauffement climatique : les risques sur les écosystèmes

Conséquences de la hausse des températures selon les différents scénarios envisagés par le Giec

Évolution des températures

Hausse par rapport à la période 1850-1900



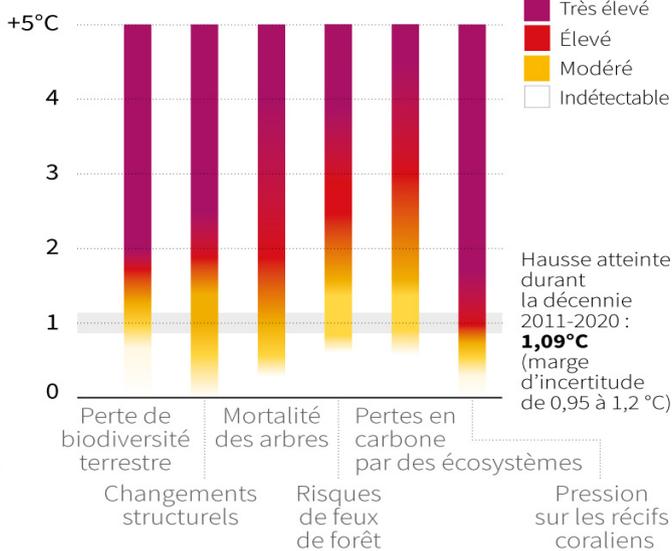
5 scénarios selon les émissions de gaz à effet de serre

Optimiste ← → Pessimiste

■ Marge d'incertitude

Source : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec)

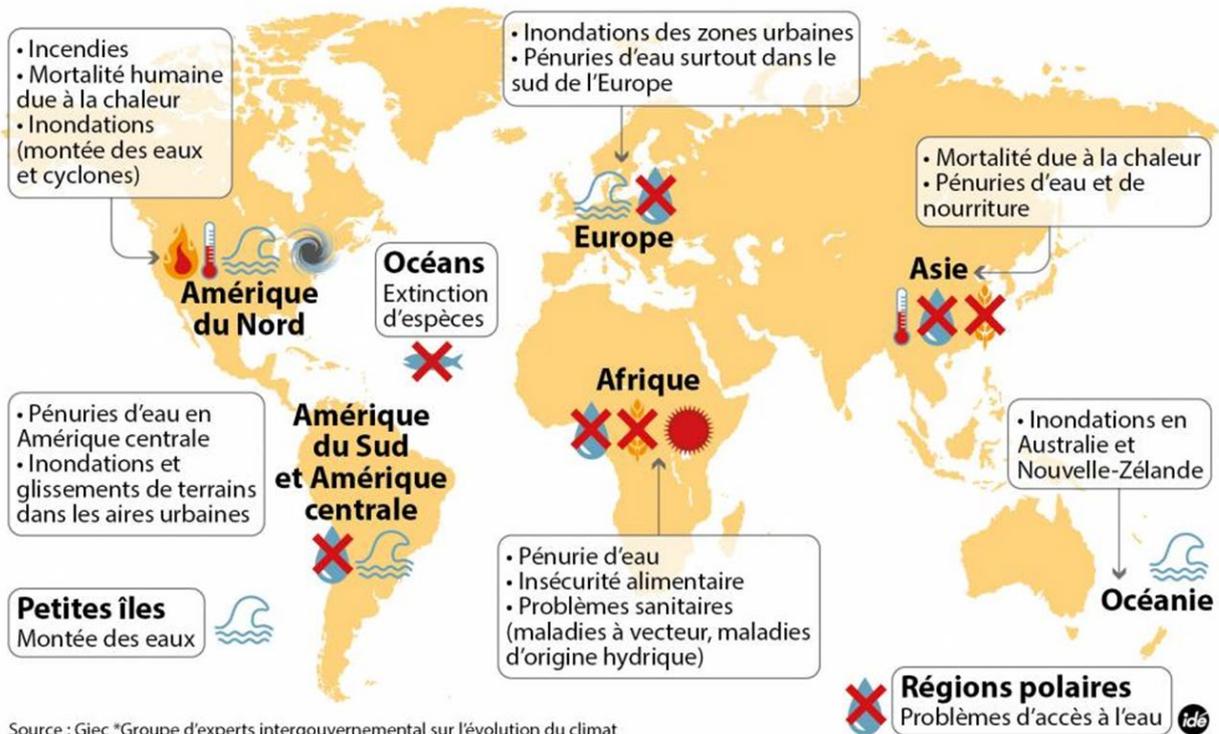
Estimation des risques sur les écosystèmes terrestres et aquatiques



AFP

Les impacts du réchauffement climatique

Les prévisions du rapport 2014 du Giec* groupe II (géographes, biologistes, économistes, sociologues, politologues, psychologues) - **Risques-clés en 2100**



Source : Giec *Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat



LES 13 POINTS CLEFS DU NOUVEAU RAPPORT DU GIEC

Le rapport du Groupe de travail I (WG1) sorti le 9 août 2021 est la plus grande mise à jour de l'état des connaissances scientifiques et de la compréhension physique sur le climat

L'ÉTAT ACTUEL DU CLIMAT

- Il n'y a plus aucun doute : l'homme réchauffe l'atmosphère, les océans et les terres. Ces changements sont généralisés et rapides.
- 100% du réchauffement climatique est dû aux activités humaines. C'est aujourd'hui un fait établi, sans équivoque.
- L'ampleur des changements climatiques actuels n'a pas été observée depuis des siècles, voire des milliers d'années.

FUTURS CLIMATIQUES POSSIBLES

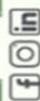
- Le réchauffement des températures se poursuivra au moins jusqu'en 2050, mais nous pouvons encore éviter un réchauffement de 2°C, voire de 1,5°C, par rapport à l'ère préindustrielle si nous réduisons fortement les émissions de gaz à effet de serre très rapidement.
- A l'échelle mondiale, les moussons connaîtront des extrêmes plus importants, entre humidité et sécheresse.
- Si les émissions de CO2 continuent d'augmenter, les océans et les terres seront de moins en moins capables d'en absorber.
- Avec le réchauffement climatique, on assistera à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des chaleurs extrêmes, des pluies diluviennes, de la sécheresse dans certaines régions, des tempêtes tropicales, ainsi qu'à une diminution de la glace de mer arctique, de la couverture neigeuse et du pergélisol.
- Certains impacts seront irréversibles pendant des milliers d'années, comme la fonte des calottes glaciaires et l'élévation du niveau des mers.

IMPACTS ET ADAPTATION RÉGIONALE

- Les phénomènes climatiques naturels tels qu'El Niño et La Niña continueront d'avoir un certain impact sur certaines régions à petite échelle, mais dans l'ensemble, ils auront peu d'impact sur la tendance à long terme du réchauffement de la planète. Comparé à un réchauffement à +1,5°C, les impacts seront plus importants avec un réchauffement de 2°C. En d'autres termes : chaque fraction de degré que nous pouvons éviter compte.
- Même si l'effondrement des calottes glaciaires et des circulations océaniques est peu probable d'ici 2100, nous ne devons pas ignorer cette possibilité.

LIMITER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE FUTUR

- Pour mettre fin au réchauffement de la planète, il faut au moins atteindre la neutralité pour le CO2 et réduire fortement les émissions des autres gaz à effet de serre
- Une réduction rapide et brutale des gaz à effet de serre peut rapidement conduire à un climat plus stable et à une meilleure qualité de l'air.

 @BOHPOTE / WWW.BOHPOTE.COM

echo - Manuel ODD 10 « Inégalités réduites »

Annexe 19 - Corpus de documents pour les lobbies

Menu  EDF EDF près de chez moi FR Recherche Aide & Contact Mon espace client

Vous êtes ici : [EDF.FR](#) > [Groupe EDF](#) > [Agir en entreprise responsable](#) > [Responsabilité sociétale d'entreprise](#) > Biodiversité



EDF engagé depuis 40 ans pour la biodiversité

La plupart des installations industrielles d'EDF, centrales, barrages, éoliennes, lignes électriques..., sont situées dans ou à proximité de zones naturelles. Elles ont un impact sur la faune et la flore environnante.

Le Groupe veut aller plus loin dans son approche de la biodiversité : en comprenant ce qu'il peut faire de mieux et en évitant au maximum des dommages irréversibles sur la nature. EDF ne souhaite pas se limiter à une approche défensive, centrée uniquement sur la réduction des impacts de ses activités industrielles sur les écosystèmes.

“

Notre détermination à préserver la biodiversité avec nos partenaires va de pair avec notre ambition climatique, les deux sujets étant très liés l'un à l'autre.

Jean-Bernard Lévy, Président-Directeur général du groupe EDF

”

2020, des engagements renforcés

EDF prend part à deux initiatives d'ampleur en faveur de la biodiversité soutenues par la France :

« Entreprises engagées pour la nature - act4nature France » et « act4nature International ».

EDF a construit son programme d'action volontaire en faveur de la biodiversité en croisant trois dimensions : les facteurs de pression sur la nature identifiés par le groupe international d'experts sur la biodiversité IPBES* ; l'analyse des impacts majeurs de l'entreprise sur les écosystèmes ; le projet de développement stratégique du Groupe à 2030, intégrant notamment sa dimension RSE.

* La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques est un groupe international d'experts sur la biodiversité, équivalent du GIEC pour le changement climatique.

Le plan d'action volontaire d'EDF

En France

EDF prend part à l'initiative Entreprises Engagées pour la Nature - act4nature France portée par l'Office français de la Biodiversité (OFB), dans le cadre de la Stratégie nationale biodiversité du

gouvernement français. Cette initiative vise à susciter des engagements concrets et à assurer la montée en puissance progressive du sujet au sein des entreprises ou le déploiement d'actions additionnelles pour celles qui travaillaient déjà sur le sujet, dans une démarche de progrès. Les entreprises ont obligation de déposer des engagements individuels qui doivent être SMART (spécifique, mesurable, additionnel, réaliste, temporellement encadré).

À l'international

EDF prend part à l'initiative act4nature International, initiée par l'association Entreprises pour l'Environnement (EpE) dans le but de mobiliser les entreprises pour protéger, valoriser et restaurer la biodiversité. Ce dispositif cherche à mobiliser les grands groupes français aux activités internationales. Les entreprises ont obligation de signer 10 engagements communs et de déposer, là aussi, des engagements individuels qui doivent être SMART (spécifique, mesurable, additionnel, réaliste, temporellement encadré).

Environnement

TotalEnergies place l'environnement au cœur de son ambition d'entreprise responsable avec pour objectif d'améliorer la performance environnementale de ses installations.



Objectif

SYSTÈME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Faire certifier les systèmes de gestion environnementale des sites importants pour l'environnement au standard ISO14001.



Dans les faits

100% des sites importants pour l'environnement certifiés au standard ISO14001.



Nouveaux objectifs

AIR

Diminuer de **75%** les rejets de dioxyde de soufre (SO₂) dans l'air entre 2015 et 2030 ce qui revient à ne pas dépasser 15 kt émises en 2030.



64% de réduction, hors COVID-19 et conjoncture, des rejets de SO₂ dans l'air par rapport à 2015.



EAU

Réduire les prélèvements d'eau des sites situés en zone de stress hydrique de **20%** entre 2021 et 2030.



4% de réduction des prélèvements d'eau des sites par rapport à 2020 et préparation des plans de réduction en zone de stress hydrique.



Limiter la teneur en hydrocarbures des rejets aqueux continus à moins de **30 mg/l** pour les sites *offshore* et à moins de **1 mg/l** pour les sites terrestres et côtiers à horizon 2030.



92% des sites pétroliers de la Compagnie conformes à l'objectif de qualité de rejets *offshore* en 2021.

80% des sites pétroliers de la Compagnie conformes au nouvel objectif de qualité de rejets *onshore* en 2021.



DÉCHETS

Valoriser plus de **70%** des déchets des sites opérés par les filiales de la Compagnie à horizon 2030.



61% des déchets des sites opérés par les filiales de la Compagnie valorisés en 2021.



Air France Act, une nouvelle trajectoire pour l'environnement

Publié le 13 avril 2022 à 12h00 par Thierry Blancmont

La compagnie aérienne lance « Air France ACT », un programme présentant la nouvelle trajectoire de réduction des émissions de CO₂, avec pour objectif une réduction de 30% des émissions par passager-kilomètre d'ici 2030 par rapport à 2019.

Pour contribuer à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris visant à limiter le réchauffement climatique en-deçà de +2°C, le transport aérien « doit accélérer sa transition environnementale », rappelle en préambule la compagnie nationale française. La trajectoire mise en avant dans le nouveau programme d'Air France repose sur trois piliers :

- réduire en priorité les émissions directes générées par les opérations d'Air France,
- réduire les émissions indirectes, en amont et aval des activités de la compagnie,
- contribuer en complément à des projets permettant de retirer du CO₂ de l'atmosphère.

« Air France ACT » incarne selon son communiqué « l'approche transparente, réaliste et basée sur la science adoptée par la compagnie pour assurer sa transition environnementale au moyen d'actions concrètes et mesurables ».

(...)

À horizon 2050, Air France vise l'atteinte de zéro émission nette, c'est-à-dire « une réduction drastique de ses émissions de CO₂ couplée à des contributions à des projets permettant de retirer chaque année de l'atmosphère un volume de CO₂ équivalent aux émissions résiduelles ».

(...)

Les cinq leviers pour réduire et éviter les émissions de CO₂ sont :

Le renouvellement de la flotte avec des avions de nouvelle génération Airbus A220, Airbus A350 – plus économes en carburant, émettant jusqu'à 25% de CO₂ en moins, et dont l'empreinte sonore est réduite de 33% en moyenne. D'ici 2030, ces appareils représenteront 70% de la flotte Air France contre 7% aujourd'hui, « grâce à un investissement d'un milliard d'euro par an d'ici 2025 ».

Le recours accru aux carburants d'aviation durables (SAF), permettant 80% de réduction d'émissions de CO₂ en moyenne sur le cycle de vie du carburant, « et n'entrant pas en compétition avec la chaîne alimentaire ». (...) D'ici 2030, la compagnie vise au moins 10% d'incorporation sur l'ensemble de ses vols, et 63% en 2050.

La pratique de l'éco-pilotage : roulage sur un moteur au sol quand cela est possible, trajectoires de vol optimisées grâce à l'intelligence artificielle, descente en continu en collaboration avec le contrôle aérien... (...) permettent une réduction moyenne de 2 à 3% d'émissions de CO₂.

La mise en place d'une restauration plus responsable, pour en diminuer l'empreinte carbone. A bord et dans ses salons, Air France privilégie quand cela est possible les produits locaux et de saison(...) En outre, d'ici fin 2022, Air France aura supprimé 90% des plastiques à usage unique par rapport à 2018(..)



Scannez ce QR code pour accéder à plus de contenus sur Air France :



Bayer

Sans attendre 2030 pour atteindre notre objectif de neutralité carbone, nous nous employons chez Bayer à réduire nos émissions de CO2. Nous soutenons les agriculteurs dans leurs pratiques respectueuses de l'environnement et nous constituons avec eux un réseau de fermes partenaires pour développer des pistes de progrès en faveur de la biodiversité et l'optimisation des pratiques agricoles.

Scannez ce QR code pour accéder à plus de contenus sur Bayer :



Fédération nationale des chasseurs

Nos actions sur le terrain

Tout au long de l'année, les chasseurs interviennent dans nos campagnes pour préserver l'environnement, restaurer sa biodiversité et sauvegarder la faune, qu'il s'agisse d'espèces chassables ou non. A travers la base nationale Cyn'Actions Biodiv' et le dispositif d'éco-contribution, il est possible de connaître précisément la contribution des chasseurs en faveur de la nature.

Exemple d'actions :

2 programmes pour agir au quotidien

La nature est dans l'ADN des chasseurs, ils se sont dotés de programmes collaboratifs pour agir au service de l'environnement, quantifier leurs actions, les faire connaître et profiter d'un échange d'expérience.

L'application Cyn'action biodiv, lancée en 2016, a fait les preuves de son utilité. Elle permet à tout un chacun de savoir ce qu'il se passe de positif au service de la biodiversité à côté de chez lui, par l'implication directe des chasseurs.

Le dispositif "Eco-contribution" créé par la loi chasse de juillet 2019 est une dotation obligatoire des chasseurs assortie à un soutien de l'État dans le but de financer la mise en œuvre d'actions concrètes, proposées par les Fédérations de chasseurs au service de la biodiversité. Ces projets, sélectionnés sur dossiers sont évalués en totale transparence tout au long de leur mise en œuvre.



Doubs

La préservation ou la création de haies permet de créer des refuges pour la petite faune de plaine et de lutter contre les pullulations de campagnols terrestres.



Aude

Les chasseurs mettent en place des aménagements de territoires favorables à la petite faune sauvage et joue ainsi un rôle majeur dans la reconquête de la biodiversité



Jura

Un programme de Recherche nommé « Programme Prédateurs Proies Lynx » visant à mieux connaître les interactions entre les actions de chasse, les lynx et la population de chevreuils et de chamois.



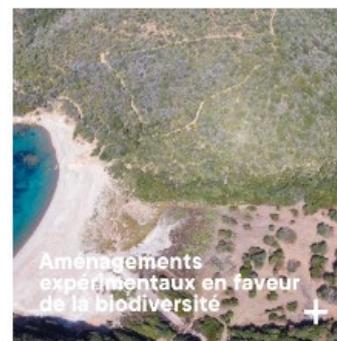
Bourgogne Franche-Comté

Mise en place des mesures d'effarouchement simple (rubalise, lampes) et acquisition de barres d'effarouchement.



Nièvre

Cela permet aux différentes espèces inféodées à ces milieux de réaliser leur cycle de vie et de pallier au manque en période de sécheresse.



Corse

Ouverture du milieu en mosaïque, tout en préservant des zones de végétation pour laisser des abris et des sites de nidification à la petite faune.

H&M

« Chez H&M, la collection Conscious, reconnaissable à ses étiquettes vertes, garantit des produits contenant au moins 50 % de matières durables (coton bio, polyester recyclé). « Nous n'autorisons aucun bois ou autre matériau dérivé de la forêt, y compris les fibres cellulosiques artificielles, en provenance de forêts anciennes et menacées, ou d'opérations forestières portant atteinte à de hautes valeurs de conservation et aucune espèce menacée et/ou vulnérable », précise le site Internet du groupe suédois. Signe des temps, l'onglet « Développement durable » figure en haut de la page, à côté de celui des « Promotions ».

L'espagnol Inditex met l'accent sur l'interdiction des plastiques d'ici à 2023 (remplacés par des sacs en papier recyclables) et le passage aux textiles 100 % durables d'ici à 2025 (coton, lin, viscose, polyester). Notre partenaire Vigeo Eiris lui attribue d'ailleurs un score élevé. « C'est le mieux noté du secteur, souligne Nesrine Ouriaghli, analyste de l'agence de notation extrafinancière. Le groupe fait des efforts en matière de biodiversité, de traçabilité, de certification des peaux, d'économie d'eau ou de gouvernance. »

REF : <https://investir.lesechos.fr/dossiers/le-textile-revet-des-couleurs-plus-durables/fast-fashion-la-conscience-ecologique-des-geants-du-pret-a-porter-progresse-1967438.php>

ecHo - Manuel ODD 10 « Inégalités réduites »

Annexe 19 - Corpus de documents pour les pays développés

L'engagement de la France pour l'environnement

Meeting.France.fr

En 2015, la France a été parmi les premiers pays à adopter le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, qui établit 17 Objectifs de développement durable (ODD) visant à réduire la pauvreté, lutter contre les inégalités et protéger la planète. Ces ODD ont entraîné la création d'objectifs supplémentaires auxquels la France est également attachée, ayant trait au développement durable d'une manière générale. L'industrie française de l'événementiel joue sans aucun doute un rôle clé à ce titre.



Remi Deve, Rédacteur en chef, Boardroom

La France, qui compte de plus en plus de villes sur la liste du GDS Index (indice mondial de durabilité des destinations), a fait d'énormes progrès dans le domaine du développement durable. Cet indice est une plateforme collaborative qui promeut la croissance durable des destinations par l'intermédiaire du partage des connaissances, du renforcement des capacités et du benchmarking. Le fait que la France a, au cours de ces dernières années,



non seulement grandement amélioré sa stratégie environnementale des villes et ses infrastructures, mais aussi ses résultats en matière de durabilité sociale, de soutien aux fournisseurs de l'industrie, et de stratégie de ses Convention bureaux en dit long sur l'ambition et la démarche du pays à ce titre. Et les villes telles que Nantes, Lyon, Bordeaux ou Toulouse, qui ont rejoint le fameux indice GDS, en sont la preuve vivante.

Le gouvernement français, avec le secteur privé, a entamé une démarche vers la protection de l'environnement et le développement durable. En 2016 par exemple, le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer a lancé la Genentech verte, un nouvel incubateur pour soutenir et accompagner 50 jeunes entreprises innovantes à développer 14 nouveaux services et applications au service des citoyens dans le domaine du développement durable. Dans le même temps, la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB) pour 2011-2020 prévoit de faire de la France « un pays modèle de la restauration de la biodiversité » (...)

D'autres initiatives comme « Finance for Tomorrow » (La finance pour demain) s'engagent à faire de la France la capitale mondiale de la finance verte et durable.

Dans ce contexte, l'industrie française de l'événementiel surfe aussi sur la vague de la durabilité. Pour pouvoir améliorer la performance environnementale des événements d'entreprise, Atout France travaille par exemple en synergie avec l'Agence de la transition écologique ADEME afin d'amplifier la diffusion de la certification ISO20121, une norme internationale volontaire pour maîtriser l'impact environnemental des événements, parmi les destinations et les professionnels du secteur(...)

D'ici à 2050, le changement climatique risque de contraindre 216 millions de personnes à migrer à l'intérieur de leur pays

Dans une nouvelle édition du rapport Groundswell publiée aujourd'hui, la Banque mondiale avertit que le changement climatique constitue un facteur de migration de plus en plus puissant qui pourrait contraindre, d'ici à 2050, quelque 216 millions de personnes dans le monde en développement à migrer à l'intérieur de leur pays. Des foyers de migration climatique interne pourraient apparaître dès 2030 et s'accroître progressivement jusqu'en 2050. Le rapport estime également qu'une action immédiate et coordonnée en vue de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) et de soutenir un développement vert, résilient et inclusif pourrait diminuer l'ampleur des migrations climatiques internes de 80 %.

Le changement climatique a des répercussions néfastes sur les moyens de subsistance des individus et nuit à l'habitabilité des zones qui y sont fortement exposées, avec des effets puissants sur les migrations internes. À l'horizon 2050, l'Afrique subsaharienne pourrait enregistrer jusqu'à 86 millions de migrants climatiques internes ; l'Asie de l'Est et Pacifique, 49 millions ; l'Asie du Sud, 40 millions ; l'Afrique du Nord, 19 millions ; l'Amérique latine, 17 millions ; et l'Europe de l'Est et Asie centrale, 5 millions.

REF : <https://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2021/09/13/climate-change-could-force-216-million-people-to-migrate-within-their-own-countries-by-2050#:~:text=%C3%80%20l'horizon%202050%2C%20l,et%20Asie%20centrale%2C%205%20millions>

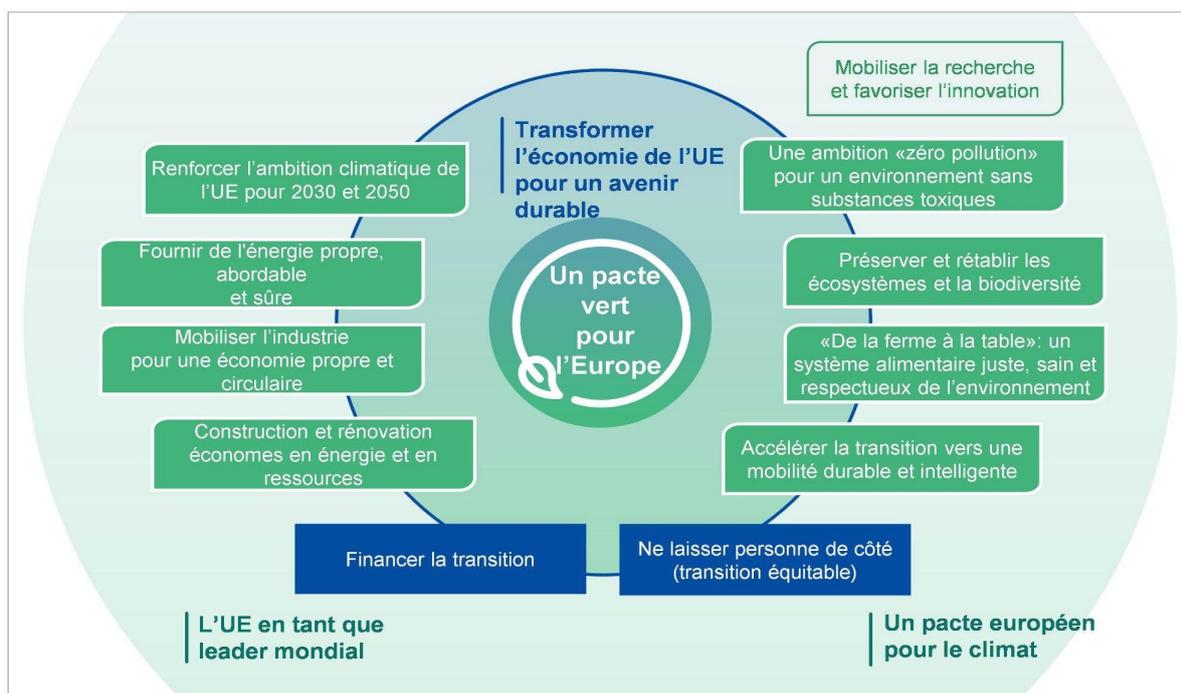
Un village Inuit s'oppose à la prospection pétrolière



Le village Inuit de Clyde River, au Nord du Canada sur l'île de Baffin, face au Groenland a saisi la justice canadienne lundi 28 juillet pour empêcher une campagne de prospection pétrolière.

Le maire de ce village de 800 âmes et l'association Nammutaq des trappeurs et chasseurs de Clyde River dénoncent le feu vert accordé par l'Office national de l'énergie, une organisation gouvernementale canadienne, à plusieurs compagnies pétrolières pour effectuer des relevés sismiques dans le détroit de Davis et la baie de Baffin.

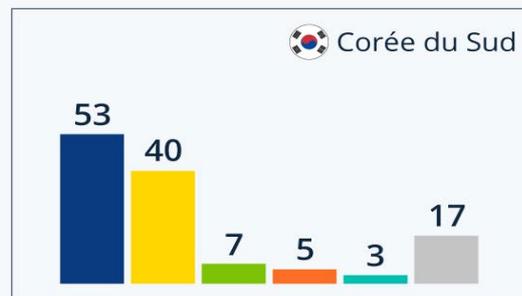
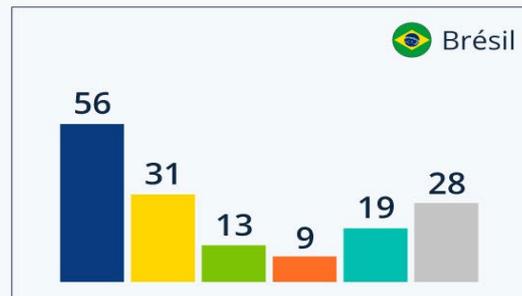
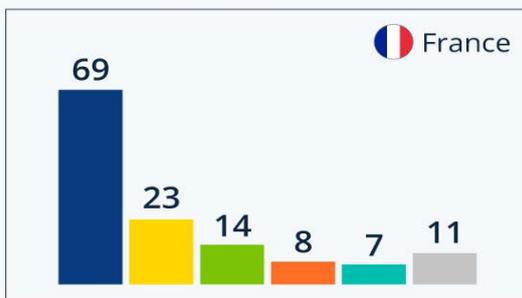
REF : <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Un-village-Inuit-s-oppose-a-la-prospection-petroliere-2014-08-01-1186871>



Mobilité : comment se déplace-t-on au quotidien ?

Modes de transport utilisés pour le trajet domicile-travail/école/université en 2022 par pays, en % d'utilisateurs

■ Voiture personnelle
 ■ Transport public
 ■ Vélo personnel
■ Véhicule partagé en libre-service *
 ■ Moto/Scooter personnel
 ■ Autres **



Base : 1 600 à 6 200 répondants par pays (18-64 ans) qui se déplacent quotidiennement. Plusieurs choix possibles.
 * Vélo, trottinette, scooter ou voiture ** Taxi/VTC, à pied, etc.

Source : Statista Global Consumer Survey



statista

TÉMOIGNAGES. Crise énergétique et chauffage à 19°C : "Que les élus montrent l'exemple !", réactions après les annonces d'Emmanuel Macron

Publié le 06/09/2022 à 17h00 • Mis à jour le 06/09/2022 à 17h01

Écrit par Sarah Rebouh.

Alors qu'Emmanuel Macron a appelé le 5 septembre les Français à baisser leur chauffage à 19 degrés et réduire leur climatisation, qu'en pensent les Français ? Réactions.

Depuis plusieurs jours, les consignes du gouvernement abondent concernant la consommation énergétique des foyers français. Le but ? Que les Français fassent des efforts concernant leur consommation énergétique, pour éviter des coupures cet hiver. *"La solution est dans nos mains"*, a déclaré le président devant la presse lundi 5 septembre, conseillant de *"mettre la climatisation un peu moins fort"* et *"le chauffage un peu moins fort que d'habitude"* lorsqu'il fera froid, citant le chiffre référence de 19 degrés.

En mars 2022, la ministre de la Transition écologique Barbara Pompili avait demandé aux bâtiments publics de "baisser d'un degré" la température de leur chauffage en raison de la flambée des prix de l'énergie. Désormais, les particuliers sont aussi encouragés dans ce sens. Nous avons demandé à nos lecteurs ce qu'ils pensent de ces annonces. Sont-ils prêts à baisser le chauffage de quelques degrés ? Les avis divergent même si nombreux sont ceux qui s'interrogent sur les efforts fournis par nos institutions et dirigeants pour également faire baisser leur facture d'électricité.

ecHo - Manuel ODD 10 « Inégalités réduites »

Annexe 19 - Corpus de documents pour les pays en développement

Le Grand Continent

Le bilan écologique et humain de la Coupe du monde 2022 au Qatar

En décembre 2010, le comité exécutif de la Fédération Internationale de Football annonçait que le Qatar avait été choisi, contre toute attente, pour accueillir la Coupe du monde 2022. Depuis, l'empreinte carbone de cette édition a été évaluée à environ 3 mégatonnes de CO2 et plus de 6 750 travailleurs immigrés ont trouvé la mort sur les chantiers des infrastructures dédiées à accueillir la compétition.



REF : <https://legrandcontinent.eu/fr/>

unep.org

Les ministres africains de l'environnement s'engagent à mettre fin à la pollution par les plastiques, à éliminer les décharges à ciel ouvert...

Dakar, le 16 septembre 2022

La reprise de la 18e session de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) s'est achevée l'adoption par les ministres de l'environnement de 54 pays africains d'une série de décisions et de messages clés visant à lutter contre le changement climatique, la perte de la nature, la pollution et les déchets, y compris l'élimination des décharges à ciel ouvert et du brûlage des déchets.

La conférence a eu lieu du 12 au 16 septembre 2022 à Dakar, au Sénégal.

Le président de la CMAE et ministre de l'Environnement et du Développement durable du Sénégal, a souligné que la session intervient dans le sillage d'une crise régionale sanitaire, alimentaire, énergétique et financière qui touche particulièrement l'Afrique, souligne le caractère urgent du thème de la conférence, à savoir "assurer le bien-être des populations et garantir un environnement durable en Afrique".

En ce qui concerne la pollution, les ministres se sont engagés à :

- éliminer les décharges à ciel ouvert et le brûlage des déchets en Afrique et à promouvoir l'utilisation des déchets comme ressource pour la création de valeur et d'emplois. Ils ont appelé les partenaires du développement à soutenir les pays africains pour mieux surveiller et réduire les émissions de méthane et de carbone noir associées aux déchets.
- améliorer la sensibilisation aux risques que la résistance aux anti-microbiens fait peser sur la santé humaine et le développement durable en Afrique. Ils ont également appelé à une action urgente et collective pour prévenir et minimiser les impacts négatifs de la résistance aux anti-microbiens.

Le Monde

En images : le soulèvement des femmes iraniennes après la mort de Mahsa Amini soutenu partout dans le monde

Le mouvement de contestation déclenché par la mort de Mahsa Amini ne cesse de prendre de l'ampleur, en Iran et en dehors, mouvement qui a été durement réprimé, faisant au moins 35 morts(...) Originnaire de la région du Kurdistan, Mahsa Amini, s'était rendue à Téhéran pour une visite familiale. Elle a été arrêtée le 13 septembre pour « port de vêtements inappropriés » par la police des mœurs, chargée de faire respecter un code vestimentaire strict pour les femmes. Tombée dans le coma après son arrestation, elle est morte le 16 septembre à l'hôpital. Spontanément les Iraniens sont sortis dans les rues de Téhéran et d'autres villes du pays pour exprimer leur colère. Les images de femmes enlevant et brûlant leur voile en signe de protestation ont fait le tour du monde, tout comme celles de la répression des manifestations. Selon le bilan officiel iranien non détaillé, incluant manifestants et forces de l'ordre, 41 personnes ont été tuées en neuf jours de protestations. L'ONG d'opposition Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo, faisait, elle, état d'au moins 50 morts, vendredi 23 septembre. Retour en images sur un peu plus d'une semaine de soulèvement des Iraniennes.



REF : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/09/25/en-images-le-soulevement-des-femmes-iraniennes-emeut-la-planete_6143123_3210.html

Comment dans un pays en crise et/ou en développement économique, l'environnement peut être une priorité ?

Le climat fait des ravages sur l'ensemble de la planète et ce sont les peuples les plus faibles qui subissent les plus terribles conséquences. Les indigènes d'Amazonie voient leur forêt disparaître, les Bangladais coulent sous les eaux, les Pakistanais ont vu un tiers de leur pays noyé par des inondations féroces, les îles du Pacifique sont en train d'être rayées des cartes de géographie, rongées par l'océan. Tous appellent au secours et s'insurgent devant l'inaction des pays plus riches, premiers responsables de leur tragédie. En marge de l'Assemblée générale des Nations-Unies qui s'est tenue à New-York la semaine dernière, des appels au secours venus des quatre coins du monde ont retenti et se sont multipliés. Écoutons-les.

« Nous avons le savoir pour sauver la planète »

Uyukar Domingo Peas, un indigène équatorien, regrette que malgré l'urgence de la crise climatique, des États et des entreprises continuent de détruire l'Amazonie et ne recourent pas aux savoirs ancestraux des peuples autochtones pour sauver la planète. « L'Amazonie doit rester intacte pour la jeunesse et le reste de l'humanité », déclare à l'AFP cet homme de 58 ans de la nation achuar, qui lutte depuis trois décennies contre la destruction des forêts. S'il existe encore des « réservoirs de ressources naturelles », c'est « parce que nous les avons protégés pendant des milliers d'années », ajoute-t-il, dans le cadre de la Semaine de l'environnement.

Il s'agit d'une série d'événements indépendants auxquels participent des peuples autochtones du monde entier, organisés à New York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, où des dirigeants de la planète ont plaidé en faveur de mesures pour arrêter le changement climatique. Quelque 80% des forêts tropicales de la planète — environ 800 millions d'hectares — se trouvent sur des territoires indigènes, selon les organisations qui les défendent.

Mais Uyukar Domingo Peas réclame des fonds pour mener à bien l'initiative dite du Bassin sacré territoires de vie, qui vise à protéger 35 millions d'hectares (la taille de l'Italie) dans la forêt amazonienne du Pérou et de l'Equateur, et abrite 30 peuples autochtones avec 600.000 habitants. Il espère que les neuf pays qui se partagent l'Amazonie — poumon de la planète avec près de 300 millions d'hectares, 3 millions d'habitants regroupés dans plus de 500 peuples et autant de langues —, rejoindront également cette initiative.

« Nous voulons que les entreprises et les banques arrêtent d'investir pour l'argent et investissent pour le bien commun » car « le changement climatique nuit à chaque être humain », dit-il. « L'économie doit être solidaire », souligne Uyukar Domingo Peas. Il prône une « nouvelle bioéconomie », avec de nouvelles sources d'énergie, des programmes touristiques, des

produits à valeur ajoutée pour s'assurer que les jeunes autochtones n'émigrent pas vers les villes. « Nous voulons prendre soin de la jungle et vivre de la jungle », assure-t-il.

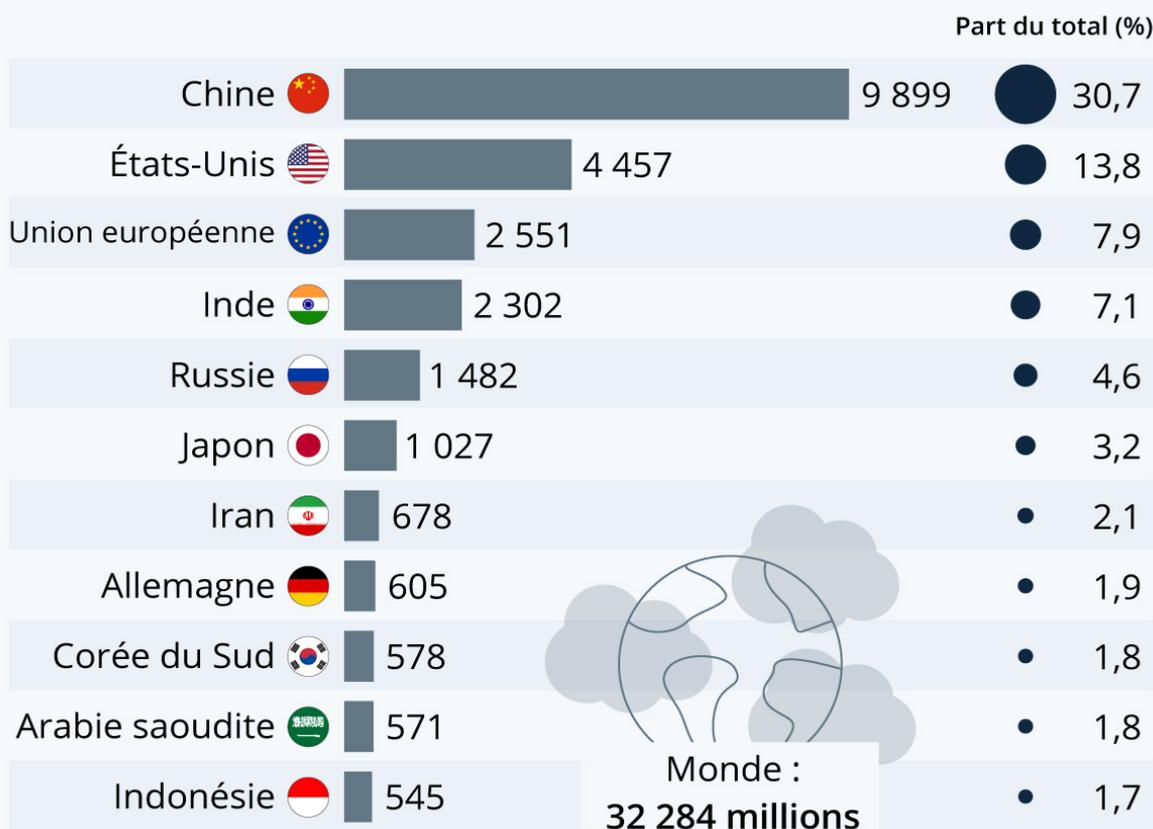
Par rapport aux sommes importantes nécessaires aux projets pétroliers et miniers qui polluent leurs terres et leurs rivières, son initiative nécessite seulement 19 millions de dollars sur 10 ans. « La Terre Mère ne s'attend pas à ce que nous la sauvions, elle attend de nous que nous la respections ! », clame pour sa part le chef équatorien de la nation waorani, Nemonte Nenquimo

Graphique des Etats polluant le plus au monde.

REF : <https://fr.statista.com/infographie/9668/plus-gros-emetteurs-de-co2-dans-le-monde/>

Les plus gros pollueurs

Classement des pays ou région selon le volume de dioxyde de carbone émis en 2020, en millions de tonnes



Source : BP Statistical Review of World Energy 2021



statista

Le drame du Rana Plaza, électrochoc pour les consommateurs

Le 24 avril 2013, dans la banlieue de Dacca au Bangladesh, le Rana Plaza s'est effondré.

Cette usine textile de huit étages produisait des vêtements pour de grands distributeurs européens de mode rapide dite « fast-fashion ». Le bilan humain s'est avéré catastrophique : 1 138 ouvrier.e.s ont perdu la vie et 2 500 ont été blessé.e.s. Mondialement médiatisé, l'effondrement de l'immeuble a éveillé les consciences des consommateurs et des consommatrices et a mis en lumière les conditions de production déplorables de l'industrie textile.

Cet événement a-t-il pu constituer un premier « électrochoc », porteur d'un nouveau mode de consommation ?

Depuis quelques années, un nouveau mode de consommation et de production se fait jour, fondé sur la volonté de développer une mode éthique et durable (« slow fashion »). Location de vêtements, circuits courts de production et de distribution, promotion du « Made in France » ou « Made in Europe », sont des exemples de pratiques liées à cette nouvelle façon de penser la mode.

Les conditions de production des travailleurs ont évolué sur les questions sécuritaires et salariales depuis l'effondrement du Rana Plaza, mais cela reste encore minime et insuffisant. Les manifestations ouvrières et les grèves se poursuivent. En janvier 2019, cinquante-deux usines au Bangladesh ont été bloquées par les ouvriers réclamant de meilleurs salaires.

REF : <https://www.oxfamfrance.org/agir-oxfam/impact-de-la-mode-consequences-sociales-environnementales/>

Dessin de Bado, publié dans Le Droit, le 19 janvier 2016

Comme chaque année, à l'occasion du Forum Economique Mondial (World Economic Forum), chefs d'Etats, grands chefs d'entreprises, experts et journalistes se réunissent dans la petite ville de Davos en Suisse pour discuter des grands enjeux économiques mondiaux. En amont de ce forum, le 18 janvier, l'ONG Oxfam publiait un rapport dénonçant l'accroissement des inégalités dans le monde.



REF : <https://www.lemonde.fr/blog/cartooningforpeace/tag/inegalites/>

Quelques effets du changement climatique sur l'Afrique

Les captures de poissons au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest devraient chuter de 50% d'ici à 2050 en raison de la **hausse des températures océaniques**. Le poisson représente la moitié des protéines animales consommées dans la région.

Le Sahel a connu une **baisse de 25% des précipitations** au cours des 30 dernières années. Les populations ont migré vers les quelques points d'eau permanents de la région, modifiant sensiblement le système social.

Depuis 1990, les influences atmosphériques ont entraîné une hausse rapide du **niveau de la mer**, qui a augmenté dans certaines saisons jusqu'à 10 cm au-dessus de la moyenne dans certaines parties de la Méditerranée.

En raison de la dégradation de l'environnement causée par la baisse des précipitations et des températures plus élevées, d'ici 2050, les **rendements des cultures** dans plusieurs pays, dont l'Éthiopie, le Nigéria et le Soudan devraient baisser de 20% d'ici à 2050.

Depuis 1912, 82 pour cent de la calotte glaciaire du Mont Kilimandjaro a disparu. En conséquence, plusieurs **rivières** à la base de la montagne ont séché, causant des tensions sur l'eau devenu rare.

Des **vents alizés plus faibles** ont perturbé les calendriers agricoles et entraîné des mauvaises récoltes dans les régions côtières de l'ouest de l'Afrique.

L'Afrique australe connaît la pire **sécheresse** depuis 50 ans. La récolte de maïs au Zimbabwe a diminué de 35% en 2015.

Les pertes de récoltes et de bétail, les déplacements de populations et une épidémie de choléra causée par les **inondations** au Mozambique ont touché près d'un quart de million de personnes en 2013.

La **montée du niveau de la mer** devrait inonder les villes côtières, y compris Cape Town, Maputo et Dar es-Salaam. D'ici 2030, les zones côtières de la Tanzanie pourraient perdre plus de 7 600 km² de terres, et 1,6 million de personnes subiront des inondations annuelles.

 **AFRICA CENTER
FOR STRATEGIC STUDIES**

Données d'Oxfam, UNICEF, WWF, Université de Southampton Tyndal. Le Centre pour la recherche sur les changements climatiques, le « *Journal of Sustainable Development* » et la Banque mondiale.